

BANQUET SOCIAL

Prix de l'abonnement :
Un an. 12 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Quels sont les droits et les devoirs d'un républicain ? — Les Clubs. — Adresse au citoyen Trélat. — XII^e arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Faits divers. — Dons patriotiques. — Commission des travailleurs.

Paris, 8 avril.

Quels sont les droits et les devoirs d'un républicain ?

Tout citoyen doit savoir, sous quelque gouvernement qu'il vive, comme ami ou comme ennemi, la limite de ses droits et celle de ses devoirs.

Nécessairement complexe, cette importante question ne peut pas être divisée; il faut, pour la comprendre nettement, étudier parallèlement ses deux faces, les comparer l'une à l'autre afin qu'il ne reste plus d'indécision, lorsqu'on a des réclamations à présenter ou des obligations à remplir.

La connexion étroite des deux corrélatives de la question posée ne peut donc pas être un instant douteuse.

Dans tout ordre social, le droit implique le devoir. Le devoir est le résultat du droit.

Ainsi qu'on ne vienne pas, sous prétexte d'affranchissement, dire que sous la forme libre de la République, le citoyen a, par sa conquête de tous les privilèges, secoué la sainte loi du devoir.

Rien n'est plus faux.

En même temps que la régénération politique a fait un nouvel homme de celui qui était soumis à la tyrannie arbitraire, de nouvelles fonctions sociales lui ont été départies.

A l'heure même où sonnait son réveil, il a dû porter son intelligence et son cœur vers tout ce qui pouvait concourir au bonheur du pays.

La Révolution lui a dit : Plus d'esclavage !

Mais elle ne lui a pas dit : Plus de conscience !

La Révolution lui a dit : Plus de Rois !

Mais elle ne lui a pas dit : Plus de patrie !

Or, la conscience et la Patrie, ces deux immortelles bases de la vie civique, réclament de lui un dévouement généreux, une activité puissante.

D'où il suit évidemment que le Républicain a des droits et des devoirs d'une double nature !

Droits et devoirs *personnels*, c'est-à-dire qui lui sont propres qui regardent sa vie intime et privée, comme la foi religieuse, l'honneur, la probité, la moralité.

Droits et devoirs *sociaux*, c'est-à-dire qui lui sont extérieurs, qui lui viennent du dehors, ou rayonnent de lui sur ce qui l'entoure, tels que la justice, l'amour de ses frères, le dévouement aux intérêts généraux.

Tous ces droits et ces devoirs reposent sur les trois mots admirables qu'on répète de toutes parts aujourd'hui, souvent sans les comprendre : *Liberté ! Egalité ! Fraternité !*

Nos droits sont dans cette grande formule.

Nos devoirs sont de ne pas la violer, de ne pas l'exagérer.

Pourtant, c'est là ce qui arriverait, si l'on n'y prenait garde, et surtout si on ne se donnait pas cœur et tête à les aimer, à la comprendre telle qu'elle est, telle qu'elle doit être.

Défions-nous des imprudents ou des méchants qui voudraient nous égarer à ce sujet.

Ceux-là sont à coup sûr les ennemis de la République.

Ils le sont peut-être sans le vouloir ; mais il est certain que la réalisation de leurs doctrines amènerait une réaction terrible.

A la paix qui vient s'établir après le fracas de trois jours de tempête, succéderait l'anarchie.

Aux améliorations qui commencent se substituerait une désorganisation fatale.

Où irions-nous ? Dieu seul le sait !

Toutefois, comme ce serait nous exposer à tomber dans un abîme incalculable, gardons-nous d'un tel malheur puisque nous le pouvons.

Oui, nous le pouvons... la prospérité nous attend, la France sera grande et glorieuse si, tous, unis et pleins

d'une volonté sincère, nous n'exagérons pas nos trois sublimes privilèges d'être enfin libres, égaux, frères.

Autrement, qu'arriverait-il ?

L'exagération de la Liberté, c'est la licence !

L'exagération de l'Egalité, c'est le communisme par le nivellement subit.

L'exagération de la Fraternité, c'est cette camaraderie mesquine qu'on appelle vulgairement esprit de coterie.

Licence, communisme, coterie, trois dangers qui compromettraient gravement la situation.

Repoussons-les, quelque séduisants qu'ils nous paraissent.

Avant toute doctrine, songeons au bonheur présent du pays, au soutien de sa force, à la défense de la République.

GEORGES OLIVIER.

Les Clubs.

Voulez-vous dans un pays des désordres, des réactions, des violences ? Faites des lois de compression.

Voulez-vous, au contraire, le calme avec la vie politique, le progrès pacifique par la volonté de tous ? Respectez alors les droits inhérents à la nature humaine.

Loin de comprimer, faites, au contraire, que tous les citoyens usent largement de leurs droits de penser, d'écrire, de s'associer, de discuter, et bientôt vous verrez les hommes s'éclairant, devenir meilleurs, et vous serez étonnés des changements qui s'opéreront dans les mœurs, des progrès de la nation.

Il y a longtemps qu'on l'a dit pour la première fois, le mal c'est l'ignorance !

Faites donc que les esprits puissent s'éclairer...

J'en appelle aux hommes de bonne foi. Combien qui auraient cru, il y a un mois, tout gouvernement impossible avec des assemblées délibérantes établies en face de lui, discutant ses actes, et se permettant même de lui donner des conseils.

Combien cependant de ces mêmes hommes, éclairés par les faits, ne sont revenus de leur première erreur, que pour tomber dans une seconde, consistant à nier l'importance des clubs.

Etonnés de voir le calme se maintenir, malgré ce qui causait leur peur, ils s'écrient aujourd'hui que ce qui les effrayait tant ne signifie rien.

Ces hommes se trompaient hier, ils se trompent encore aujourd'hui. Qu'ils fréquentent les clubs, et ils reviendront de leur seconde erreur, comme ils sont revenus de la première, par l'expérience.

Les clubs sont destinés à rendre les plus grands services au pays.

Faites que chaque ville, chaque bourg, chaque village ait son club, ou tout au moins sa réunion, et les lumières de la civilisation se répandront avec une puissance impossible à calculer.

Si quelques routes stratégiques, en rendant les communications plus faciles, ont suffi pour modifier profondément l'esprit des paysans de la Vendée et de la Bretagne, que ne doit-on pas attendre de discussions dirigées par des patriotes éclairés, cherchant à instruire le peuple dans la justice et la vérité !...

C'est une triste et bien funeste philosophie, que celle qui pose en principe que l'homme est fatalement méchant.

C'est le contraire qui est vrai ; l'homme est bon par nature, il devient mauvais ou reste bon suivant le milieu où il vit, l'éducation qu'il reçoit, les soins qu'on lui donne, ou qu'on lui refuse, pareil en cela au jeune arbre qu'on cultive, ou qu'on délaisse.

Multipliez donc les moyens d'instruction, les résultats ne se feront pas attendre.

Que les commissaires du Gouvernement, dans les provinces, que les maires, que les vrais républicains fassent tous leurs efforts pour fonder des réunions périodiques où les hommes puissent s'éclairer par la discussion, par le contact des esprits.

N'ayez pas peur des brouillons et des emportés, le bon sens public en a bientôt fait justice au bout de quelques séances ; brouillons et bavards ont perdu toute influence.

Qu'on agisse ainsi dans toute la France, avec fraternité, et les esprits s'éclairant, tous les cœurs battront à l'unisson, et toutes les poitrines pousseront ensemble ce cri puissant qui doit faire crouler le vieux monde ! Liberté ! Egalité ! Fraternité !

J.-B. BARTHELMY.

La XII^e légion a élu pour colonel le citoyen Barbès ; pour lieutenant-colonel le citoyen Trélat.

Ici une difficulté sérieuse se présente.

Le même jour, la XIII^e légion, celle de la cavalerie, a proclamé pour son colonel, après un brillant scrutin, le citoyen Trélat ; elle le revendique, elle veut le garder à sa tête, et ce soir même un chef de bataillon et un capitaine sont partis pour Clermont (Puy-de-Dôme), pour aller y supplier le citoyen Trélat de donner la préférence à leurs suffrages.

Mais la XII^e légion tient aussi à être commandée par un homme connu de tous, entouré d'une estime unanime, patriote éprouvé, républicain pur, et dont la sagesse contrebalancerait puissamment certaines influences municipales, tristement pernicieuses qui compromettent chaque jour de plus en plus les intérêts du XII^e arrondissement.

La XII^e légion veut conserver l'honorable citoyen Trélat, et l'adresse suivante rédigée hier, s'est couverte instantanément de plus de trois mille signatures.

Les soussignés, gardes nationaux de la 12^e légion, ayant appris que vous aviez été nommé colonel de la légion de cavalerie et que des instances étaient faites auprès de vous pour vous engager à accepter ce grade, ont résolu qu'une adresse signée d'eux tous vous exprimerait combien la XII^e légion serait fière et heureuse d'avoir à sa tête un citoyen d'un aussi beau caractère dont les vertus, le talent et le patriotisme dévoué leur est si bien connu. Ils espèrent que vous vous rendrez à leurs vœux en restant parmi eux, accoutumés qu'ils sont à vous vénérer et vous chérir.

Cette adresse se signe actuellement chez le citoyen Dreyfous, sergent-major de la 1^{re} compagnie du 4^e bataillon. Elle sera déposée ultérieurement chez tous les autres sergents-majors de la légion.

Un exemplaire a été confié au journal le *Banquet Social*, qui recevra tous les jours les signatures des gardes nationaux, de onze heures à trois heures.

XII^e Arrondissement.

Un fait grave s'est passé dans un des collèges électoraux de la XII^e légion.

Un citoyen qui portait dans ce collège une affiche où étaient simplement imprimés des noms de candidats aux grades de chefs de bataillon et de capitaine d'état-major, sans nulle attaque contre des concurrents qui préparaient leur élection, par l'intrigue et la calomnie, a été saisi au collet, rudoyé indignement, puis jeté au poste.

On ne saurait assez flétrir la conduite des meneurs, qui recourent à la brutalité, à l'illégalité, en incarcérant un citoyen qui ne viole aucune loi, pour assurer la candidature de leurs chefs de file.

On ne peut que déplorer la faiblesse d'un président de collège qui ne sait pas obvier à de tels désordres.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur la question des élections. Notre plume aura trop à faire si elle veut blâmer tout ce qu'on y a fait d'inique.

ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Voici les résultats des élections de la garde nationale qui sont parvenues à notre connaissance.

Nous prions toutes les compagnies de la légion de nous envoyer, au plus vite, les noms de leurs élus.

PREMIER BATAILLON.

QUATRIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Pertuisot ; en second, Boucher.

Lieutenants. — Gérard, Brun, Lésnard, Dié (Arnaud), Dissard, Perduet fils.

Les élections des sous-lieutenants nous manquent.

CINQUIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Vayron ; en second, Léon.

Lieutenants. — Bonbled, Oudot, Massiquot, Robin, Canvry.

Sous-lieutenants. — Georges Olivier, Legoff, Crin, Perret, Payet.

Sergent-major, Besnier; Fourrier, Morelle.

SIXIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Amyot; en second, Guillomot.

Lieutenants. — Martin, Leclerc, Daber, Huet, Corton, Amyot fils.

Sous-lieutenants. — Barlot, Legreville, Beurrier, Mercier, Maulon, Chauvat.

SEPTIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Poullain; en second, Hameau.

Lieutenants. — Chicherau, Héritier, Sedillon, Pontus, Tardieu.

Sous-lieutenants. — Canon, Buragué, Fournier, Rouillard, Lemonnier, Roche.

La Commission centrale des dons et offrandes à la Patrie, d'accord avec la mairie centrale de Paris, avertit les citoyens de la capitale que, désormais, les dons et offrandes sont reçus, non plus à la mairie centrale séant à l'Hôtel-de-Ville, mais seulement à la caisse de la Commission centrale, Elysée-National, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 59, et aux douze mairies d'arrondissement.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux commissaires généraux des départements.

Citoyen commissaire,

Nous touchons aux élections; encore quelques jours, et le peuple français tout entier, usant de sa souveraineté si glorieusement reconquise, proclamera les noms de ses mandataires. A la veille de ce grand acte de sa toute-puissance, il est utile que le Gouvernement, né de la Révolution, chargé de conserver intacte et pure la victoire populaire, expose une dernière fois sa pensée à ceux qui le représentent et le défendent sur toute la surface de la République.

Déjà je vous l'ai dit: des élections dépend l'avenir du pays. Sincèrement républicaines, elles lui ouvrent une ère brillante de progrès et de paix; réactionnaires ou même douteuses, elles le condamnent à de terribles déchirements. Votre constant effort a donc été, doit être encore, d'envoyer à l'Assemblée nationale des hommes honnêtes, courageux et dévoués jusqu'à la mort à la cause du peuple.

Mais ici se présente une question que les partis ont dénaturée, et sur laquelle il convient de s'expliquer sans faiblesse et sans réticence. Le temps des ruses et des fictons est passé: nous sommes assez forts pour être vrais.

Le gouvernement doit-il agir sur les élections ou se borner à en surveiller la régularité?

Je n'hésite pas à répondre que, sous peine d'abdiquer ou même de trahir, le Gouvernement ne peut se réduire à enregistrer des procès-verbaux et à compter des voix; il doit éclairer la France et travailler ouvertement à déjouer les intrigues de la contre-révolution, si, par impossible, elle ose relever la tête.

Est-ce à dire que nous imitions les fautes de ceux que nous avons combattus et renversés? Loin de là, ils dominaient par la corruption et le mensonge, nous voulons faire triompher la vérité; ils caressaient l'égoïsme, nous faisons appel aux sentiments généreux; ils étouffaient l'indépendance, nous lui rendons un libre essor; ils achetaient les consciences, nous les affranchissons. Qu'y a-t-il de commun entre eux et nous?

Mais c'est précisément parce que leurs odieuses pratiques ont profondément altéré les mœurs des classes officielles, qu'il est nécessaire de parler haut et ferme, et de détruire les semences d'erreur et de calomnie répandues par eux si longtemps.

Quoi! nous sommes libre d'hier, il y a quelques semaines encore nous subissions une loi qui nous ordonnait, avec amende et prison, de n'adorer, de ne servir, de ne nommer que la monarchie; la République était partout présentée comme un symbole de spoliation, de pillage, de meurtre, et nous n'aurions pas le droit d'avertir la nation qu'on l'avait égarée! Nous n'aurions pas le droit de nous mettre perpétuellement en communication avec elle pour lui ouvrir les yeux! Hommes publics, sans prévoyance et sans foi politique, nous laisserions insulter notre drapeau! nous nous exposerions à l'ensanglanter dans une guerre civile pour n'avoir pas osé le déployer librement!

Non, nous ne méconnaîtrons pas à ce point notre devoir. Apôtres de la Révolution, nous la défendrons par nos actes, nos paroles, nos enseignements, Vigilants et résolu nous cont ses ennemis, nous lui conquerrons des partisans en la faisant connaître. Ceux-là seuls qui ne la comprennent pas peuvent la redouter.

Ces principes, citoyen commissaire, tracent la ligne de votre conduite. S'il vous était possible de vous multiplier, d'être partout à la fois, de mettre à chaque heure votre pensée en contact avec la pensée publique, vous ne feriez rien de trop. Digne missionnaire des idées nouvelles auxquelles le monde appartient, vous préparerez leur pacifique avènement. Ce qu'il y a de praticable dans cette laborieuse tâche doit être accompli par vous, par vos amis, par vos discours; répandez la lumière à flots. Qu'à tous les yeux brille dans son éclat majestueux la grande et noble figure de la République régénérant l'humanité par sa puissance morale, effaçant les distinctions des classes, appelant tous les citoyens à la réalisation politique du dogme de la fraternité, dégageant le travail et l'intelligence des entraves qui l'étouffent, faisant enfin de notre admirable France la plus libre, la plus heureuse, la plus forte des nations!

Ainsi s'exercera votre influence: l'intimidation et la violence provoquent les révoltes; la corruption dégrade et ruine le pouvoir; l'enseignement viril est la seule arme dont puissent se servir les chefs révolutionnaires du peuple: elle leur suffit pour triompher de toutes les résistances.

Mais, afin que cet enseignement soit fécond, puisez vos inspirations aux sources vraiment populaires. Que partout des réunions soient organisées; que chacun, même le plus humble, soit mis en demeure d'y produire sa pensée. Dieu, qui seul a connu si longtemps les misères du peuple, seul aussi connaît les trésors de bon sens et de moralité que recèlent les masses; brisez la couche épaisse qui les enfouit encore.

Ainsi profondément et pacifiquement remué, le pays malgré le peu de temps qui lui a été laissé pour se recueillir et se reconnaître, pourra distinguer ceux qui méritent l'insigne honneur de le représenter. Dans toutes les occasions où vous serez appelé à le guider, pénétrez-vous de cette vérité que nous marchons vers l'anarchie si les portes de l'Assemblée s'ouvrent à des hommes d'une moralité et d'un républicanisme équivoques.

Ceux qui ont adopté l'ancienne dynastie et ses trahisons, ceux qui limitaient leurs espérances à d'insignifiantes réformes électorales, ceux qui prétendaient venger les mânes des héros de Février en courbant le front glorieux de la France sous la main d'un enfant, ceux-là peuvent-ils être les élus du peuple victorieux et souverain, les instruments de la révolution?

Votre conscience a répondu: Quelle confiance peuvent-ils inspirer, ceux dont le cœur ne s'est point ouvert aux souffrances du peuple, et dont l'esprit a si longtemps méconnu ses vœux et ses besoins?

Ne regarderaient-ils pas eux-mêmes comme un défi à la révolution que des hommes qui ont attaqué, calomnié la révolution, devinssent aujourd'hui les organisateurs de la constitution républicaine?

Eh bien, puisque le choc impétueux des événements leur a subitement dessillé les yeux, soit, qu'ils entrent dans nos rangs, mais qu'ils n'aspirent ni à nous commander ni à nous conduire. Qu'ils marchent à l'ombre du drapeau du peuple, mais qu'ils ne songent pas à le porter. A la moindre secousse, leur âme se troublerait, et, revenant malgré eux aux convictions de toute leur vie, ils affaibliraient la représentation nationale de toutes les incertitudes, de toutes les transactions familières aux opinions chancelantes et aux dévouements d'apparat.

Que le peuple s'en défie donc et les repousse. Mieux vaudrait des adversaires déclarés que ces amis douteux.

Citoyen commissaire, ce qui fait la grandeur du mandat de représentant, c'est qu'il investit celui qui en est revêtu du pouvoir souverain d'interpréter et de traduire l'intérêt de la volonté de tous.

Or, celui-là seul en usera dignement, qui ne reculera devant aucune des conséquences du triple dogme de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

La liberté, c'est l'exercice de toutes les facultés que nous tenons de la nature, gouvernées par notre raison.

L'égalité, c'est la participation de tous les citoyens aux avantages sociaux, sans aucune distinction que celle de la vertu et du talent.

La fraternité, c'est la loi de l'amour unissant les hommes, et de tous faisant les membres d'une même famille.

De là découlent: l'abolition de tout privilège, la répartition de l'impôt en raison de la fortune, un droit proportionnel et progressif sur les successions, une magistrature librement élue et le plus complet développement de l'institution du jury, le service militaire pesant également sur tous, une éducation gratuite et égale pour tous, l'instrument du travail assuré à tous, la reconstitution démocratique de l'industrie et du crédit, l'association volontaire partout substituée aux impulsions désordonnées de l'égoïsme.

Quiconque n'est pas décidé à sacrifier son repos, son avenir, sa vie au triomphe de ces idées, quiconque ne sent pas que la société ancienne a péri, et qu'il faut en édifier une nouvelle, ne serait qu'un député tiède et dangereux. Son influence compromettrait l'avenir de la France.

J'ose croire, citoyen commissaire, que ces pensées sont les vôtres, et qu'elles trouveront en vous un interprète sûr et dévoué. Laissez-moi vous dire que vous ajouterez à l'autorité morale des résolutions qu'elles vous inspireront en donnant l'exemple de l'abnégation personnelle et de la réserve dans la recherche des suffrages. Ce serait bien mal comprendre, ce serait abaisser votre mission que de la consacrer à faire réussir votre candidature. Votre dignité en souffrirait autant que le pouvoir de la République. Si vos concitoyens viennent à vous, acceptez leur mandat comme la plus noble récompense de vos travaux; mais gardez-vous de solliciter ce qui cesserait d'avoir du prix le jour où on pourrait soupçonner que le commissaire a fait le député. Le Gouvernement vous tiendra compte du soin avec lequel vous vous conformerez à cette partie de ses instructions. N'oubliez pas que nous nous devons tous au pays, qui attend de nous de grandes choses, et que l'heure est venue d'élever notre âme au-dessus de toutes les préoccupations de l'intérêt privé.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

LEDUC-ROLLIN.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret du Gouvernement provisoire en date du 18 mars 1848;

Considérant que l'ancienne direction des beaux-arts au ministère de l'intérieur embrassait différents ordres de travaux et de compétence qui étaient nécessairement une cause d'incapacité, de confusion et de négligence;

Que le décret du 18 mars, s'il en eût pour effet d'augmenter encore les attributions de cette direction, aurait infailliblement ajouté aux difficultés de la situation;

Qu'il importe, en ce qui concerne la peinture, la sculpture et l'archéologie, de séparer la partie active de l'art de ce qui

n'est que la conservation des chefs-d'œuvre consacrés par le temps;

Qu'il importe de distinguer les travaux d'avenir des réalisations du passé; les recherches nouvelles et l'impulsion à donner au génie des artistes vivants, de l'inventaire et de la classification, ce qui est élément d'études et de tradition;

Considérant, en ce qui concerne le théâtre, les développements que doit, sous un gouvernement populaire, prendre l'art dramatique, enseignement qu'il tient du peuple;

Considérant, en ce qui concerne la littérature, combien la République doit se préoccuper des grandes productions de l'intelligence humaine, de la direction morale des esprits, et de la hauteur où doit être portée désormais l'art littéraire;

Considérant qu'un seul homme ne peut suffire à éclairer d'une manière consciencieuse et complète le ministre de l'intérieur sur ces différentes branches de l'art et de la morale;

Que l'insuffisance naturelle d'un seul ôte à ses actes et à ses conseils tout caractère de responsabilité;

Qu'il est utile d'ailleurs d'entretenir entre plusieurs chefs intelligents une féconde émulation,

Arrête:

La 6^e division du ministère de l'intérieur, comprise sous le nom général de division des beaux-arts, est partagée en trois directions distinctes et indépendantes l'une de l'autre, savoir:

1^{re} Direction des musées nationaux, comprenant tout ce qui se rapporte au service, à la direction et à la conservation des musées dépendant de l'ex-liste civile, des anciennes résidences royales et de l'ancienne direction des beaux-arts.

2^e Direction des beaux-arts, comprenant tout ce qui a rapport à l'art actuel, aux travaux, récompenses, encouragements et secours aux artistes, aux expositions de peinture, sculpture, architecture et gravure, aux fêtes publiques et à la direction du conservatoire de musique et de déclamation, et à celle de l'école des beaux-arts, enfin à la surveillance des monuments historiques;

3^e Direction de la librairie, de la littérature et des théâtres, comprenant tout ce qui a rapport à l'art dramatique, à la direction morale des théâtres, au développement de l'industrie des éditeurs-libraires et imprimeurs, aux encouragements à la littérature et à tous les travaux qui concernent l'art de penser et d'écrire.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Instruction pour le concours de chants patriotiques, ouvert au ministère de l'instruction publique.

Plusieurs personnes, désirant prendre part au concours ouvert au ministère de l'instruction publique pour la composition des chants patriotiques, ont demandé des instructions sur la forme ou la nature des morceaux destinés à ce concours.

C'était pour donner le plus de latitude possible aux concurrents que le programme n'avait rien spécifié, rien exigé; mais, puisque quelques instructions paraissent nécessaires, voici les dispositions que, dans leur propre intérêt, les concurrents sont engagés à suivre:

Les chants envoyés au concours pourront être des solos ou des chœurs.

Les solos pourront être écrits pour voix d'hommes ou de femmes; ils devront être pourvus d'un accompagnement d'orchestre ou de piano.

Il est bon que chaque strophe des solos soit terminée par un refrain chanté en chœur.

Les auteurs ont toute liberté pour la composition des chœurs; ils peuvent être écrits pour voix d'hommes ou de femmes réunies, ou pour voix d'hommes seuls, ou même pour voix de femmes seules.

Il est évident que cette dernière disposition ne peut être adoptée qu'autant qu'elle est exigée par le sujet choisi.

Quant au nombre des voix, il est également laissé au choix et à la volonté des compositeurs. Un chœur à deux ou trois parties sera admis à concourir, aussi bien qu'un chœur à six ou à huit; mais on engage les concurrents à ne pas multiplier sans nécessité le nombre des voix. Un chœur à quatre parties suffit pour produire de beaux effets d'harmonie.

Enfin, on peut envoyer au concours des morceaux dans lesquels les solos dialogueront avec le chœur, ou bien encore des morceaux dialogués pour deux chœurs.

Les chœurs destinés à être exécutés par des masses vocales seules (comme les chœurs de l'Orphéon) seront adressés au concours sans accompagnement, à moins que l'auteur ne préfère y joindre un accompagnement ad libitum pour orchestre ou piano, ou pour orchestre militaire.

Les chœurs avec accompagnement obligé d'orchestre ou de piano seront également admis au concours. L'accompagnement d'orchestre, soit ordinaire, soit militaire, est préférable à l'accompagnement de piano.

Les concurrents feront bien de choisir des paroles qui ne comportent pas un trop grand nombre de strophes, trois ou quatre au plus.

Enfin, il est indispensable, et ceci est entièrement dans leur intérêt, que les concurrents joignent à l'envoi de leurs compositions chorales des parties séparées des chœurs, deux au moins par voix, pour faciliter l'exécution préalable des compositions devant le jury chargé de décerner les médailles. Ce jury est déjà institué. Les noms des juges seront publiés après le concours.

On n'admettra que des paroles et de la musique entièrement inédites.

Le terme de rigueur pour la clôture du concours est fixé au 30 avril, présent mois.

Révolution Européenne.

ITALIE. — PARME. — Charles de Bourbon a donné à Parme, le 24 mars, une seconde représentation de la comédie qu'il avait déjà jouée à Lucques. Mais il ne paraît pas qu'aujourd'hui elle doive obtenir plus de succès que la première fois.

— **LOMBARDIE.** — Toutes les nouvelles importantes du théâtre de la guerre se trouvent dans le bulletin suivant, publié, le 2 avril dans la soirée, par le Gouvernement provisoire de Milan :

« Nous apprenons qu'on a pris sur le Pô, et conduit à Bressello, six bateaux chargés de grains destinés aux Autrichiens. Les quinze hommes qui les montaient ont été faits prisonniers. On dit qu'un bateau chargé d'argent a été également capturé à Sazzura.

« Plaisance, qui, animée d'un esprit véritablement italien, a repoussé toutes les offres de constitution de Charles II, de Parme, a voté une contribution de deux canons à l'héroïque ville de Milan.

« Le conseil de guerre de Brescia annonce que, dans la nuit d'hier, les troupes autrichiennes se sont repliées sur Desensano et Pesciera.

« Deux cents Bergamasques, bien armés, sont entrés à Brescia, et se sont joints aux corps francs déjà réunis dans cette ville.

« On attendait à chaque instant de nouveaux renforts; un corps de lanciers piémontais, escorté de trois pièces de canon est dans la ville, et le général Bès est entré hier avec ses troupes.

« Cinq cents hommes venant de Pavie étaient le 31 mars à Borghetto, et le 1^{er} avril à Mignolo, conduits par le comte Biscaretti, commandant sous les ordres du duc de Savoie.

« Les troupes ennemies placées devant Mantoue ne comptent pas plus de dix mille soldats.

« Le mouvement se propage dans le Frioul.

« Une correspondance d'Udine annonce que le peuple, après avoir battu la garnison, a pris possession des forts de Palmoroso et Osopo, et de toutes les machines de guerre abandonnées par les troupes.

« Le 22 mars, la République a été proclamée et une garde civique organisée. Le 27, on a arrêté et désarmé 2,000 Croates et 4,000 huns et dragons, qui ont abandonné leurs chevaux.

« Une autre correspondance de Rivignano dit qu'on a organisé un corps de 10,000 nationaux pour barrer le passage à 5,000 Croates et à 500 cavaliers qui ont capitulé à Trévise et à Conegliano, et qui, chassés de ces deux villes, ont été forcés de bivouaquer en plein champ, à deux milles de distance, sur la route de Palma.

« Douze milles hommes, commandés par le père Baroaldi, et ayant en tête quatre capucins croisés, sont partis de Padoue par la route de Montebello; ils marchent au secours de Mantoue.

« Les autrichiens se concentrent du côté de Vérone, parce que le Tyrol italien empêche leur retraite.

« Par ordre du gouvernement provisoire,

« Le secrétaire, BROGLIO. »

SAVOIE. — Nous avons enfin des nouvelles positives de Chambéry. L'expédition savoisienne a décidément échoué. On s'aperçoit à peine de la double révolution qui s'est accomplie en moins de vingt-quatre heures.

ALLEMAGNE. — Une ordonnance du roi de Prusse, contresignée par tous les ministres, abolit le droit de mouture (octroi) dans toutes les villes qui en feront la demande, et le remplace par un impôt direct, équivalant aux deux tiers de la moyenne de l'octroi pendant les années 1844, 1845 et 1846.

Ces dispositions sont des actes essentiellement transitoires, et n'auront force de loi que jusqu'à la révision complète du système de l'impôt par la future assemblée nationale prussienne.

POLOGNE. — La forteresse de Posen vient d'être déclarée en état de siège. On sait que c'est dans la forteresse que se sont retirés tous les Allemands, la ville basse a été abandonnée aux Polonais. Le général Colomb, commandant la forteresse, annonce qu'il ne bombardera la ville qu'en cas de légitime défense, et s'il est lui-même attaqué.

Des lettres de Saint-Petersbourg annoncent que l'empereur de Russie aurait consenti au rétablissement du royaume de Pologne, au profit du prince de Leuchtenberg.

Le caractère de notre correspondant et les garanties qu'il présente seraient de nature à donner une certaine créance à cette nouvelle, que nous n'enregistrons cependant qu'avec une extrême réserve, après la dernière proclamation du czar.

Faits Divers.

Voici les nouveaux résultats des élections de la garde nationale qui nous sont connus :

2^e légion de Paris. — Lieutenant-colonel, M. Bouillon. 11,778 votants, 9,032 suffrages.

6^e légion. — Colonel, M. Forestier; lieutenant-colonel, M. Watrin.

8^e légion. — Lieutenant-colonel, M. Lebatard, 10,029 votants, 7,161 suffrages.

2^e légion de la banlieue. — Lieutenant-colonel, M. Richel, 5,356 suffrages sur 9,275 votants.

Chef de bataillon en premier (Batignolles), M. Herbart, 948 voix sur 1,864 votants.

Chef de bataillon en deuxième, il y aura un second tour de scrutin.

Porte-drapeau, M. Lavinay.

Capitaine d'état-major, M. Savary.

3^e légion de la banlieue. — Lieutenant-colonel, M. Pedoux, 6,293 voix sur 8,809 votants.

— Le président du club de la Fraternité des Peuples, invite les publicistes radicaux de toutes les nations à se réunir lundi 10 courant, à quatre heures, dans la salle affectée provisoirement au susdit club, 17, rue Neuve-Saint-Jean, vis-à-vis la rue de la Fidélité.

— Le président du club de la Naturalisation française, aujourd'hui club de la Fraternité des Peuples, invite les étrangers qui désirent profiter des bénéfices du décret du Gouvernement tendant à faciliter la naturalisation immédiate, à se

présenter chez lui, 11, rue du Faubourg-Saint-Martin, de neuf heures à midi.

Dons Patriotiques.

— Le commissaire de l'arrondissement de Bellac offre la moitié de son traitement.

— Les officiers du 8^e bataillon de la garde nationale mobile offrent une journée de solde par mois.

— M. Perret, receveur de l'enregistrement à Jerette, offre le 20^e de ses appointements, en cas de guerre un autre 20^e.

— Les officiers de l'hôpital militaire de Saint-Omer offrent une journée de solde par mois.

— Les agents-voyers du département du Finistère abandonnent une journée de leur traitement par mois.

— Lettre à MM. Lamennais et Béranger :

« Mon père, ouvrier pauvre, cœur dévoué, m'a laissé pour tout héritage une timbale d'argent que je dépose en vos mains.

Votre dévoué concitoyen,

Eugène POTTIER,

Dessinateur, rue Montorgueil, 65.

— La Commission centrale des dons et offrandes à la patrie a reçu, dans la journée du 6 avril, les députations suivantes :

Commission de Gouvernement pour les travailleurs.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1848.

Nouveau discours de M. Louis Blanc, sur l'organisation du travail, devant l'assemblée générale des délégués des travailleurs.

Votre grande préoccupation, en ce moment, est de connaître les hommes qui, dans la future Assemblée nationale, défendront le mieux les intérêts du peuple.

Il importe donc que vous fixiez votre attention sur les idées les plus propres à amener, sans secousses, sans violences, mais d'une manière certaine, votre affranchissement.

L'Assemblée nationale, dans un mois, sera réunie. Quelles questions seront portées à la tribune? Dans quel sens faudra-t-il qu'elles soient résolues? Voilà de quoi je désire m'entretenir avec vous. Je viens vous exposer franchement, dans toute la sincérité de mon cœur, les idées que je crois les plus fécondes; je viens me mettre en communion de sentiments avec vous, et savoir si nous pensons, si nous sentons en commun.

Il y a quelques jours, nous avons agité devant la commission permanente un projet d'organisation du travail qui a été travesti par des interprétations malveillantes et des commentaires intéressés, notamment en ce qui touche le principe de l'égalité des salaires.

Eh bien! le système que nous avons exposé d'une manière sommaire, devant trente ou quarante personnes, il s'agit aujourd'hui pour nous de le reprendre, de le développer devant les délégués des travailleurs, afin que par eux il arrive, dans sa vérité, à tous les hommes du peuple.

Depuis que la Commission de gouvernement pour les travailleurs est installée, elle a vu passer sous ses yeux des douleurs dont le spectacle l'a presque épouvantée; et pas une de ces douleurs qui ne soit le résultat lamentable, mais forcé, de la constitution actuelle de la société!

Ainsi donc c'est au salut de la société tout entière, par l'affranchissement des travailleurs et la fécondité du travail, que l'Assemblée nationale aura bientôt à pourvoir. La question est difficile à résoudre, mais elle s'impose à nous comme la grande, comme l'inévitable nécessité des temps modernes. (De toutes parts et avec émotion : Oui! oui!) J'en suis, pour ma part, tellement convaincu, que depuis longtemps j'ai pris envers moi-même l'engagement de ne pas dérober un jour à ces études orageuses, et l'engagement, je le tiendrai, dussé-je mourir avant la solution du problème!

(Plusieurs délégués se levant et tendant la main. Et nous aussi.)

Le principe sur lequel repose la société d'aujourd'hui, c'est celui de l'isolement, de l'antagonisme, c'est la concurrence.

Voyons un peu ce qu'un semblable principe peut porter dans ses flancs.

La concurrence, c'est, je le dis tout d'abord, c'est l'enfement perpétuel et progressif de la misère. Et en effet, au lieu d'associer les forces de manière à leur faire produire leur résultat le plus utile, la concurrence les met perpétuellement en état de lutte; elle les annihile réciproquement, elle les détruit les uns par les autres. De quoi se composent aujourd'hui, je le demande, les bénéfices de tout atelier? N'est-ce pas de la ruine de maint atelier rival? Quand une boutique prospère, n'est-ce point parce qu'elle est parvenue à arracher, comme une proie, l'achalandage des boutiques voisines? (Bravo! bravo!) Que de fortunes uniquement formées de débris! Et de combien de larmes ne se compose pas, souvent, le bonheur de ceux qu'on appelle les heureux. (Vifs applaudissements.) Or, est-ce une société véritable que celle qui est constituée de telle sorte, que la prospérité des uns corresponde fatalement aux souffrances des autres? Est-ce un principe d'ordre, de conservation, de richesse que celui qui fait de la société un amalgame désordonné de forces, dont les unes ne triomphent que par l'incessante destruction des forces opposées? (Des divers côtés de la salle : Oui, oui! vous avez raison!) Je vous remercie de cette interruption sympathique; car, contre toutes les attaques qui servent de récompense à ceux qui, par dévouement à la chose publique, affrontent tant de fatigues et de périls, contre ces attaques de jour en jour plus envenimées, votre adhésion nous est un rempart, et il nous est doux de trouver un appui dans vos cœurs. (Marques unanimes d'assentiment.)

La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce qu'elle entraîne une déperdition de travail humain,

immense et continue; parce que chaque jour, à chaque heure, sur chaque point du sol, elle révèle son empire par l'anéantissement de quelque industrie vaincue, c'est-à-dire par l'anéantissement des capitaux, des matières premières, du travail, du temps, employés par cette industrie. Eh bien! je n'hésite pas à affirmer que la masse de richesses ainsi dévorées est tellement considérable, que quiconque pourrait la mesurer d'un coup-d'œil reculera d'effroi. (Bravo!)

La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce qu'elle livre la liberté au gouvernement grossier du hasard. Est-il, sous ce régime, un seul producteur, un seul travailleur, qui ne dépende pas d'un atelier lointain qui se ferme, d'une faillite qui éclate, d'une machine tout-à-coup découverte et mise au service exclusif d'un rival? Est-il un seul producteur, un seul travailleur, à qui sa bonne conduite, sa prévoyance, sa sagesse, soient de sûres garanties contre l'effet d'une crise industrielle? La concurrence force la production à se développer dans les ténèbres, à l'aventure, en vue de consommateurs hypothétiques et de marchés inconnus. De là un désordre inexprimable; de là impossibilité absolue d'établir entre la production et la consommation cet équilibre d'où sort la richesse. Aussi, que voyons-nous? A côté de telle industrie qui regorge de bras, telle autre en appelle vainement. A côté d'un tel marché qui reste désert, tel autre se montre déplorablement engorgé. C'est l'impuissance dans la confusion, c'est la pauvreté par le chaos. Et quelle sécurité possible dans un semblable régime? Quand j'aurai dit que la concurrence réduit l'industrie à n'être plus qu'une loterie meurtrière, osera-t-on me répondre, comme les économistes anglais : « Tant pis pour celui qui tire un billet perdant! » Où l'anarchie est installée, tenez pour certain qu'il y a ruine, et que la ruine éclatera tôt ou tard, dans un an, dans deux ans, à un jour donné, qui sera, par exemple, le 24 février 1848. (Applaudissements prolongés.) Grande leçon qui prouve que nul moyen n'existe d'échapper à cette invincible loi de la solidarité humaine! Leçon terrible qui crie aux hommes : Vous n'avez pas voulu de la solidarité dans le bonheur; vous la subirez dans les désastres! (Energiques et unanimes applaudissements.)

La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce qu'elle rend nécessaire une foule d'êtres parasites qui ne vivent que du désordre qu'elle crée. Si la société était fondée sur ce principe de fraternité qui, je le proclame bien haut, est la vraie source de la richesse, où serait la nécessité de tant de fonctions qui, aujourd'hui, ne consistent qu'à régler les débats, qu'à terminer les discussions, qu'à couper court aux querelles et aux haines, engendrées par la séparation des intérêts? Imaginez des milliers d'hommes sans cesse occupés à reconstruire un mur que des milliers d'hommes sont sans cesse occupés à abattre : voilà l'image de l'activité sociale, telle que la concurrence la détermine. (C'est vrai!)

Epuisons cette démonstration. La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce que, loin de tendre à universaliser l'application des découvertes du génie, elle les renferme dans le cercle du monopole, et souvent même les transforme en agents de destruction. Ainsi, que, dans le régime de concurrence, une machine soit inventée, profitera-t-elle à tous, à tous sans exception? Non, vous le savez bien. Ce sera une massue avec laquelle l'inventeur breveté écrasera ses compétiteurs et cassera les bras à des légions d'ouvriers. Laissez-moi vous présenter ici une comparaison saisissante. Supposez, pour un moment, que le génie de l'homme se soit élevé, dans la région des découvertes, à une telle hauteur, que tout le travail humain puisse être remplacé par l'action des machines; et voyons ce qui en résulterait dans le système d'association d'abord, puis dans le système actuel, la concurrence.

Dans le premier de ces deux systèmes, qui par sa nature exclut tout privilège, tout monopole, tout brevet d'invention, et répartit entre tous la richesse, il est évident que la substitution générale des machines au travail humain n'aurait qu'un résultat, celui de permettre à tous les hommes le repos du corps, en remplaçant, à leur profit, le labeur manuel par la culture de l'intelligence, par le développement des hautes études, par la pratique de plus en plus perfectionnée de ce qui tient à l'imagination, aux arts, à la poésie. Dans le système de concurrence, au contraire, qui livre chacun à ses propres forces et dont l'étendard porte ces sauvages devises : *Au plus habile, au plus riche le succès! Malheur aux vaincus!* dans le système de la concurrence, qui fait de toute découverte la propriété exclusive d'un seul ou de quelques-uns, qu'arriverait-il si l'on parvenait à inventer assez de machines pour rendre le travail humain superflu? Ce qui arriverait? Je frémis de le penser : les trois quarts de la population mourraient de faim. (Sensation profonde.) Comprenez-vous bien la portée d'un tel rapprochement? (Oui! oui! oui!)

Les découvertes de la science sont trois fois saintes, considérées en elles-mêmes, l'invention d'une machine destinée à épargner aux hommes une fatigue est un incommensurable bienfait. D'où vient donc qu'aujourd'hui des milliers de travailleurs sont quelquefois réduits à la misère par l'application d'un procédé nouveau? Est-ce la faute de la science? est-ce la faute du génie, est-ce la faute des machines, qui asservissent la nature à l'humanité? Non, c'est la faute d'un régime si absurde, si vicieux, que le bien même ne peut s'y produire qu'accompagné d'un immense cortège de maux. En serait-il ainsi, dites-moi, sous une loi d'universelle association? Concevez-vous que le génie pût jamais être pour un seul homme un sujet d'inquiétude, là où existerait dans toute sa splendeur la solidarité des intérêts? Le génie... ah! sa grandeur consiste à se mettre au service de l'humanité tout entière; et lorsqu'il en est réduit à fournir au monopole, à la cupidité, des armes de combat, c'est, j'en jure, parce que sa mission est dénaturée! (Vive sensation.)

Un délégué se lève, et d'une voix émue : Reposez-vous, ménagez vos forces; nous avons besoin de vous.

M. LOUIS BLANC. Non, mes amis, non. Je me sens très-fatigué en commençant; mais votre sympathie me soutient, elle m'anime; je ne suis plus fatigué. (Applaudissements dans toute la salle.)

En vous expliquant pourquoi la concurrence était une cause d'appauvrissement général, je ne vous ai pas dit qu'elle provoquait entre les ouvriers une compétition qui les condamnait à se disputer l'un à l'autre l'emploi; qui les réduit à se vendre au rabais pour obtenir la préférence; qui pèse, par conséquent, sur les salaires et resserre la consommation, en même temps qu'elle donne à la production une ardeur déréglée et dévorante. Que vous aurais-je appris à cet égard que vous ne sachiez, hélas! par la plus cruelle de toutes les expériences?

Mais un trait essentiel manquerait à ce triste tableau, si j'oubliais d'ajouter qu'en créant la misère, la concurrence crée l'immoralité. Car, qui oserait le nier? C'est la misère qui fait les voleurs; c'est la misère qui, en greffant le désespoir et la haine sur l'ignorance, fait la plupart des assassins; c'est la misère qui fait descendre tant de jeunes filles à vendre honteusement le doux nom d'amour. Qu'on lise les feuilles judiciaires, qu'on interroge le registre des écroues, qu'on fouille dans les archives de la prostitution, et qu'on réponde! Voilà donc la société introduisant au milieu d'elle, par le seul vice de sa constitution, la haine, la violence, l'envie; la voilà se plaçant elle-même dans l'alternative ou d'être opprimée par en haut, ou d'être incessamment troublée par les attaques d'en bas. Que le système d'où naît une situation aussi désastreuse se défende! Nous l'accusons hautement d'immoralité. (Bravo!)

Mais quoi: on nous avertit que si nous touchons à la concurrence, nous portons la main sur la liberté. Une pareille objection est-elle sérieuse?...

Avant de la repousser, j'ai à vous prémunir contre tout sentiment d'irritation. Dieu me préserve de venir ici vous exciter à la colère et faire appel à des impatiences farouches dont vous seriez victimes les premiers! La manière même dont je pose la question vous montre assez que les maux signalés accusent, non pas tel ou tel homme, telle ou telle classe, mais une organisation sociale vicieuse, un faux principe. Or, changer une mauvaise organisation sociale, écarter un faux principe, ce n'est point là une affaire d'impatience et de révolte, c'est une affaire d'étude et de science. Quant à moi, mis journellement en rapport avec le peuple depuis la révolution de Février, j'ai pleine confiance dans sa modération. C'est pourquoi je n'hésite pas à m'entretenir avec vous de vos souffrances. Le moindre emportement dans vos légitimes desirs, la moindre violence dans vos actes, risqueraient de tout compromettre. Voilà, grâce au ciel, ce que vous sentez aussi bien que moi; et c'est un des plus glorieux indices de la grandeur de nos prochaines destinées, que cette disposition du peuple à attendre son affranchissement, non de la force brutale, mais de l'ordre, de la discussion libre, de la science. Oui, mes amis, soyons calmes, soyons patients et modérés. Laissons les vulgaires ressources de la violence à nos adversaires. Nous avons de notre côté la justice et la raison: ne faisons pas à la raison, à la justice, cette injure de nous défier de leur triomphe au moment où elles vont enfin avoir la parole. (Applaudissements.)

Je reprends: on nous reproche d'attaquer la liberté en attaquant la concurrence. Ah! j'avoue qu'un tel reproche me remplit d'étonnement. Car si nous ne voulons pas la concurrence, c'est précisément parce que nous sommes les adversaires de la liberté. Oui, la liberté, mais la liberté pour tous, tel est le but à atteindre, tel est le but vers lequel il faut marcher. (Bruyante approbation.) Voyons si le régime actuel y conduit.

Que la liberté existe aujourd'hui, et dans toute sa plénitude, pour quiconque possède des capitaux, du crédit, de l'instruction, c'est-à-dire les divers moyens de développer sa nature, je suis certainement loin de le nier.

Mais la liberté existe-t-elle pour ceux à qui manquent tous les moyens de développement, tous les instruments de travail? Quel est le résultat de la concurrence? N'est-ce pas de mettre les premiers aux prises avec les seconds, c'est-à-dire des hommes armés de pied en cap avec des hommes désarmés? La concurrence est un combat, qu'on ne l'oublie point. Or, quand ce combat s'engage entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, entre l'homme habile et l'ignorant, on ne craint pas de s'écrier: Place à la liberté! Mais cette liberté-là, c'est celle de l'état sauvage. Quoi! le droit du plus fort, c'est ce qu'on ne rougit point d'appeler la liberté! Eh bien, je l'appelle, moi, l'esclavage. Et j'affirme que ceux d'entre nous qui, par suite d'une mauvaise organisation sociale, sont soumis à la tyrannie de la faim, à la tyrannie du froid, à la tyrannie invisible et muette des choses, sont plus réellement esclaves que nos frères des colonies, qui travaillent sous le fouet du commandeur, mais qui, du moins, sont assurés du lendemain. (C'est vrai! c'est vrai! — Applaudissements.)

Lorsque chaque jour des malheureux, à qui une compétition déordonnée ferme les avenues du travail, viennent nous dire: « De grâce, du travail pour nous! du pain pour nos femmes et pour nos enfants! » et que nous n'avons rien à leur répondre... ces hommes sont-ils libres? (Non! non!)

L'étendard que Spartacus leva dans l'antiquité portait-il une devise plus profonde, plus poignante que celle des ouvriers lyonnais: « Vivre en travaillant... » Je n'achève pas... Ceux qui l'adoptèrent, cette devise, étaient-ils libres? (Voix nombreuses: Ils étaient esclaves de la faim!)

Disons-le bien haut: la liberté consiste non pas seulement dans le droit, mais dans le pouvoir donné à chacun de développer ses facultés. D'où il suit que la société doit à chacun de ses membres, et l'instruction, sans laquelle l'esprit humain ne peut se développer, et les instruments de travail, sans lesquels l'activité humaine est d'avance étouffée ou tyranniquement rançonnée.

Il faut donc, pour que la liberté de tous soit établie, assurée, que l'état intervienne. Or, quel moyen doit-il employer pour établir, pour assurer la liberté? L'association. A tous, par l'éducation commune, les moyens de développement intellectuel; à tous, par la réunion fraternelle des forces et des ressources, les instruments de travail! Voilà ce que produit

l'association, et voilà ce qui constitue bien véritablement la liberté. (Bravo!)

Du reste, qu'on ne s'y trompe pas, ce grand principe de l'association, nous ne l'invoquons pas seulement comme moyen d'arriver à l'abolition du prolétariat, mais comme moyen d'accroître indéfiniment la fortune publique, c'est-à-dire que nous l'invoquons pour les riches, pour les pauvres, pour tout le monde. Car, autant la concurrence déploie de force pour tarir les sources de la richesse, autant l'association en possède pour les multiplier, les agrandir. A l'association universelle, avec la solidarité de tous les intérêts, nouée puissamment, plus d'efforts annulés, plus de temps perdu, plus de capitaux égarés, plus d'établissements se dévorant les uns les autres, ou mourant du contre-coup de quelque faillite lointaine et imprévue, plus de produits créés à l'aventure, plus de machines nouvelles devenant des instruments de guerre, plus de travailleurs enfin cherchant au milieu d'un désordre immense l'emploi qui les cherche eux-mêmes sans les trouver.

Et maintenant, quel sera dans ce régime nouveau le meilleur mode de répartition à établir, soit dans les travaux, soit dans la rémunération?

Je suppose un instant la société arrivée au dernier terme de son perfectionnement: que faudrait-il pour que les hommes y fussent heureux? Deux choses: d'abord, que chacun pût développer librement ses facultés et ses aptitudes; ensuite, que chacun pût contenter pleinement ses besoins et ses goûts. L'idéal vers lequel la société doit se mettre en marche est donc celui-ci: produire selon ses forces, consommer selon ses besoins. (Oui! oui! c'est évident.)

Mais cet idéal, y pent-on on atteindre aujourd'hui? Je ne le pense pas. En premier lieu, le bienfait de l'éducation n'ayant été jusqu'ici accordé aux hommes que par privilège, en vertu d'une naissance plus ou moins heureuse, c'est-à-dire sur les indications du hasard, les fonctions ne se trouvent nulle part déterminées par les aptitudes, qui presque partout sont ignorées ou s'ignorent; en second lieu, il est malheureusement trop certain que la civilisation vicieuse dont nous portons aujourd'hui le poids, et qui obscurcit les lois de la nature, se trouve avoir créé une foule de besoins factices, de goûts dépravés, de vains desirs, qui, dans l'idéal dont nous parlons tout-à-l'heure, se traduiraient en exigences désordonnées et ruineuses. Si l'on prétendait appliquer dès à présent ce principe, que chacun doit travailler selon ses aptitudes et ses forces, que chacun doit consommer selon ses besoins, où serait la limite des besoins, où serait la règle des aptitudes? L'objection est sérieuse, fondamentale. Sans doute, elle n'aurait pas de valeur au sein d'une société suffisamment éclairée, parce que là, évidemment, la règle des aptitudes serait fournie par l'éducation, et que la limite des besoins y serait clairement indiquée par la nature et assignée par la morale. Mais l'histoire ne se fait pas en un jour. Tout siècle a sa besogne: la nôtre n'est peut-être pas de réaliser le souverain principe d'ordre et de justice. Dans ce long voyage de l'humanité vers le bien, nous avons encore quelques étapes à fournir. Mais s'il nous est refusé de toucher au but suprême, ayons du moins le mérite de l'apercevoir et la gloire d'y marcher.

Nous voici donc ramenés à ce qui serait présentement applicable.

Vous connaissez le projet d'organisation du travail que nous avons naguère proposé; vous savez par quels moyens, tirés de l'état actuel des choses, nous estimons qu'on pourrait arriver à une solidarité parfaite, d'abord entre les ouvriers d'un même atelier, puis entre les ateliers d'une même industrie, et enfin entre toutes les industries diverses. (Voir le *Moniteur* du 22 mars 1848.) Bientôt nous publierons le résultat de nos études sur l'établissement d'ateliers agricoles et sur le lien qui doit les unir aux ateliers industriels de manière à compléter notre plan.

Or, une fois l'association établie dans un atelier, quel serait le meilleur mode de répartition à introduire? Convendrait-il d'admettre l'inégalité des salaires, en réservant l'égalité pour la distribution des bénéfices; ou bien admettrait-on l'égalité dans la distribution des salaires et des bénéfices en même temps?

Nul doute que l'inégalité des salaires ne soit le système le plus approprié à notre éducation, à nos habitudes, à nos mœurs, à l'ensemble des idées généralement répandues. Nul doute, par conséquent, que ce système ne fût préférable au point de vue purement pratique. Aussi n'avons-nous eu garde de l'exclure, quoi qu'en aient pu dire des critiques superficiels ou intéressés peut-être à obscurcir la vérité, quoi qu'en aient pu dire des hommes qui trompent le peuple, voulant continuer de l'asservir.

Non, il n'est pas vrai que nous ayons condamné absolument le système de l'inégalité des salaires, combinée avec l'égalité répartition des bénéfices. Ce qui est vrai, c'est qu'à ce système, plus conforme à la situation présente, nous en avons opposé une autre plus en rapport avec nos pressentiments de l'avenir. Et pourquoi l'avons-nous fait, alors surtout que nous laissons aux travailleurs la liberté du choix? Parce qu'il est du devoir de ceux qui conduisent les affaires de songer à la fois aux choses du jour et à celles du lendemain. Ce que je disais naguère, je le répète avec une conviction réfléchie: les pouvoirs qui nous ont précédés se vantaient d'être la résistance; nous, nous sommes le mouvement. Il nous était donc commandé, en nous élevant à ces hauteurs, d'examiner si l'égalité des salaires n'était pas dès à présent acceptable dans les ateliers nouveaux, du moins pour les travailleurs les plus impatientes de jouir des bienfaits de la fraternité.

Et, avant tout, posons bien en fait que nous n'avons jamais entendu appliquer l'égalité des salaires à l'industrie privée et dans le régime actuel de concurrence. Il est manifeste que là où les travailleurs ne sont attachés l'un à l'autre par aucun lien, les rétribuer également, ce serait offrir une prime à la paresse et détendre le ressort de l'activité individuelle.

En effet, dans un atelier où chaque ouvrier traite isolément, séparément, avec l'entrepreneur, avec celui que jusqu'à la révolution de Février on avait appelé le maître (Applaudissements), qui donc a intérêt à ce que son voisin remplisse consciencieusement sa journée? Qui pourrait s'en inquiéter! Nous travaillons pour le compte d'autrui, au profit d'autrui;

si mon camarade se croise les bras, que m'importe? C'est l'affaire du patron, ce n'est pas la mienne. Voilà justement ce qui fait que, dans le régime d'individualisme où nous vivons en ce moment, l'inégalité des salaires est un aiguillon indispensable.

Aussi ne saurions-nous trop insister sur ce point, que l'égalité des salaires n'a été indiquée par nous qu'en vue d'un régime tout différent de celui d'aujourd'hui, qu'en vue d'un régime d'association et d'étroite solidarité. Car alors tout change: c'est alors que chacun est intéressé à stimuler le zèle de ses camarades, à activer un labeur dont chacun recueillera les fruits; c'est alors que le point d'honneur devient un ressort d'une énergie souveraine. Qui oserait ne pas payer sa dette de travail, quand, à l'égard de ses associés, de ses frères, sa paresse serait une lâcheté et un vol? (Bravo, bravo!) Sans parler ici de l'entraînement physique et presque machinal qui fait aller du même pas une multitude en marche, est-ce donc si peu connaître la nature humaine que de croire à cette électricité morale qui se dégage du contact d'hommes associés, coopérant à une œuvre commune sous l'empire d'une même idée, sous l'impulsion d'un même sentiment? (Applaudissements prolongés. C'est vrai! c'est vrai!)

A Dieu ne plaise, au surplus, que nous considérions l'égalité des salaires, comme réalisant d'une manière complète le principe de la justice! Nous avons donné tout-à-l'heure la vraie formule: que chacun produise selon son aptitude et ses forces, que chacun consomme selon ses besoins: ce qui revient à dire que l'égalité juste, c'est la proportionnalité. Mais quoi! cette proportionnalité, elle existe aujourd'hui. Seulement, c'est au rebours de la raison et de l'équité; car, au lieu d'être rétribué selon ses besoins, on est rétribué selon ses facultés, et, au lieu de travailler selon ses facultés, on travaille selon ses besoins. (Sensation.)

Quelque imparfait qu'il soit, le système de l'égalité des salaires a du moins l'avantage de constituer une transition entre une proportionnalité fautive et la proportionnalité vraie; car, que la rétribution doive se mesurer à la capacité, on ne saurait certainement le soutenir jusqu'au bout. Il faudrait donc que là où la capacité est nulle, la rétribution fût nulle aussi; il faudrait donc laisser mourir de faim les idiots, les infirmes et les fous? Pourquoi, dès-lors, des hospices pour les uns, et Bicêtre pour les autres? On le voit, la société est obligée de violer en cela son propre principe, tant ce principe outrage la nature! Et ce n'est pas seulement au sein des sociétés chrétiennes que cette solennelle contradiction s'est manifestée. Dans l'antiquité, par une exagération bizarre, mais touchante, un individu atteint de folie était regardé comme sacré, et tous les hommes doués d'intelligence se croyaient responsables de la vie du malheureux qu'avait abandonné la raison.

Ainsi, d'un bout de l'histoire à l'autre, a retenti la protestation du genre humain contre ce principe: « A chacun selon sa capacité, » la protestation du genre humain en faveur de ce principe: « A chacun selon ses besoins. » (Marques unanimes d'assentiment.)

Qu'il reste donc bien entendu que l'égalité des salaires ne saurait être, à nos yeux, qu'un acheminement vers la justice, et, d'un autre côté, nous avons cru devoir l'indiquer comme une condition d'ordre, comme une garantie de la durée de l'association, rien n'étant plus propre que l'inégalité à faire naître des divisions, à susciter l'envie, à engendrer la haine.

Maintenant, est-ce à dire que ce système d'égalité dans la rémunération doive être étendu de l'ouvrier au fonctionnaire public, et même aux chefs de l'Etat? Sans hésiter, nous répondons que si l'association devenait assez vaste pour embrasser l'universalité des citoyens et faire de la nation une grande famille, ce serait alors le cas d'appliquer le principe supérieur de justice: *Devoir en proportion des aptitudes et des forces, droit en proportion des besoins.*

Ainsi se trouverait réalisée cette admirable parole de l'Evangile: « Que le premier d'entre vous soit le serviteur des autres. » Et ce n'est certes pas nous qui nous élèverions contre une semblable maxime. (Applaudissements.)

Pour moi, je vous le déclare, je me fais une si haute idée du pouvoir, que celui qui y verrait une question d'émoluments me paraîtrait le dernier des hommes. Il y a dans le fait de commander à des semblables je ne sais quoi de présomptueux qui a besoin d'être amnistié par la passion de leur être utile. Gouverner, c'est se dévouer. (Applaudissements prolongés.)

On a demandé si je consentirais à m'appliquer la règle que je proclame. Voici ma réponse: Dans le système d'universelle association, dans le système, complètement réalisé, que j'appelle de tous mes vœux... OUI! (Acclamations unanimes.) Et ce OUI, je désire qu'il soit imprimé à 200,000 exemplaires, pour que, si jamais je venais à le renier, chacun de vous pût, un exemplaire à la main, me démentir et me confondre. (Nouvelles et bruyantes acclamations.)

Quelques mots encore, à moins que votre attention ne soit fatiguée. (De toutes parts: Non! non!) On a essayé de répandre parmi les ouvriers la crainte que l'égalité du salaire ne descendît pour eux au niveau du minimum. Tel ouvrier, a-t-on dit, qui gagnait six francs, sera réduit à n'en gagner que trois, comme l'ouvrier moins habile. Nous n'avons jamais ni rien voulu ni rien avancé de semblable. Notre conviction profonde, au contraire, est que l'égalité, en tant qu'elle se combinerait avec l'association, assurerait à chacun le maximum des salaires d'aujourd'hui. Il s'agit pour nous, non pas d'abaisser, mais d'élever de plus en plus le niveau du bien-être.

Au surplus, entre l'égalité et l'inégalité, libre à vous de choisir.

Seulement, rappelez-vous que l'association est féconde pour le bonheur. La fraternité, c'est la science de la richesse. Soyez frères, vous serez libres. Soyez frères, vous serez heureux par le devoir.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventare et Duceois, 53, quai des Augustins.